

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Chili

El pueblo unido jamas sera vencido. Hurlé comme un défi, chanté par les exilés, ce slogan est devenu réalité: un peuple uni n'est jamais vaincu tant il est vrai que la plus déterminée et la plus sanglante des dictatures doit, un jour où l'autre, arracher ou solliciter le consentement populaire. Pas de légitimité, même formelle, sans cette adhésion.

Le général Pinochet avait fini par comprendre cela, après avoir tenté de fonder son pouvoir sur la violence. Sa défaite révèle le néant de son pouvoir puisque le prétendu «retour à l'ordre» de 1973 n'a rien réglé: ni la question économique et sociale, ni la question politique.

Ce néant de quinze années tempère la joie de voir un peuple reconquérir sa liberté: au risque d'une nouvelle aventure militaire, s'ajoute la difficulté de fonder une démocratie paisible et stable. Or l'après-Pinochet ne peut être comparé à l'après-franquisme: il manque au Chili le principe de légitimité qui avait permis le retour de la démocratie en Espagne.

Solidarnosci

RÉSISTANCE



M 2242 - 500 - 12,00 F



3792242012008 05000

Séoul

Quels jeux olympiques ?

Chacun connaît par cœur le discours sur le sport: joie de l'effort, de l'esprit sain dans le corps sain, loyauté d'une compétition qui rassemble les peuples dans une même fraternité - d'autant plus forte que, grâce à la télévision, c'est le monde entier qui participe en même temps aux exploits des héros modernes. Miracle de la communion médiatique...

Ce n'est pas porter atteinte au sport en tant que tel, celui pratiqué sur les terrains et dans les salles ordinaires, que de poser quelques questions sur la mise en scène olympique.

Peut-on sérieusement parler d'internationalisme pacifique et de convivialité mondiale quand on observe, jour après jour, les manifestations de l'esprit co-cardier ? Le dernier exemple en date, au jour du bilan, consistait à dire (sur TF1) que la France aurait eu beaucoup plus de médailles si les podiums étaient prévus pour quatre ! Bien sûr. Et nous aurions été distingués encore plus souvent s'il y avait eu dix places... Comme le disait Serge Daney dans « Libération », les médias ne rassemblent pas un village planétaire, comme le croyait McLuhan, mais permettent d'avoir des nouvelles de ceux de notre

Pendant quinze jours, les Olympiades ont occupé le devant de la scène. Mais, au fait, de quoi s'agissait-il ?



village qui sont partis au loin, même lorsqu'ils ne brillent pas par leurs exploits.

Quant à la compétition, peut-on encore soutenir qu'elle est saine et loyale alors que de nombreux pays s'efforcent, non de proscrire le dopage, mais d'éviter qu'il soit décelé ? Dans un brillant article de la revue « Esprit » (avril 1987) Alain Erhenberg expliquait que la compétition sportive est une « épreuve absolue de vérité » qui résoud idéalement la contradiction entre les aspirations égalitaires et la réalité d'une société organisée hiérarchiquement. Sur les stades, les hiérarchies ne naîtraient que de la compétition entre des égaux. Aux Jeux olympiques, ce n'est pas cette métaphore de la société démocratique qui apparaît, mais plutôt une très fidèle image

du capitalisme libéral et de ses contradictions.

Dans le jeu sportif comme dans le jeu économique, on trouve la même apologie de la compétitivité, la même morale des forts, le même lieu abstrait (stade ou marché) où se ferait la sélection. Dans un cas comme dans l'autre, ces fictions masquent des réalités qui empêchent la compétition de se dérouler dans l'égalité rêvée: présence presque obsessionnelle des nations et des empires, pour lesquels les sportifs « roulent » plus ou moins candidement; inégalité des situations démographiques, rôle du financement public, poids, maintenant déterminant, de la recherche biologique... Le héros sportif est prisonnier de tout cela, et parfois victime.

Reste le spectacle olympique

que l'on peut trouver assez passionnant pour balayer les métaphores des sociologues et les anathèmes des contestataires. Mais, à le regarder, comment faire abstraction de sa logique, qui est celle de l'excès ? Excès de l'argent dépensé, sans doute. Mais aussi excès de cette « grande fête du sport », dont on nous dit qu'elle a été parfaite jusqu'au bout alors que les rues de Séoul étaient le théâtre de violentes manifestations. Ni cette fête, ni les sacrifices consentis par les sportifs ne sont parvenus à réconcilier les nations, ni même à rétablir la paix civile en Corée du Sud...

Le dernier excès, non le moindre, concerne le corps des sportifs. Corps poussé à ses limites extrêmes, et au-delà par l'effet des drogues, moins pour la gloire de l'individu que pour celle des Etats... Tel est le dernier paradoxe du spectacle sportif moderne: le corps exalté est un corps manipulé, déjà malade, et menacé d'être détruit plus rapidement que les autres. Est-ce ce qu'ont compris les deux Français qui ont manqué une compétition de kayak pour cause de sieste un peu longue ? Gloire à eux, au plus haut des cieux olympiques.

Yves LANDEVENNEC

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Quels jeux olympiques ? - p.3: Les sans-grade au créneau - p.4: Cantonales: pas de panique ! - Pratiques ordinaires - p.5: Pax onusia - p.6/7: Pologne: Qu'est-ce que la résistance ? - p.8: Un maître oublié - Catéchisme royal - p.9: Liberté et laïcité - p.10: Tempêtes de bénitier - p.11: Action royaliste - p.12: «Royaliste»: numéro 500 !

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57

Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Grèves

Les «sans-grade» au créneau

Les grèves qui ont éclaté dans les secteurs hospitalier, pénitentiaire et dans celui de l'audio-visuel sont révélatrices de comportements nouveaux.

Si le problème des rémunérations est évidemment primordial, il apparaît qu'il n'est pas seul en cause. Bien sûr l'indécence des inégalités de revenus a été mise en évidence par la révélation du salaire offert à une célèbre présentatrice du journal télévisé. Seules la course à l'audience immédiate et une politique à courte vue - le public s'alignant dans sa pratique sur le privé - ont permis cet état de fait. Pourtant, l'arbre ne saurait cacher la forêt: le secteur de la communication ne constitue pas un cas isolé, et l'on pourrait trouver maints exemples dans d'autres branches.

En ce qui concerne les hôpitaux, les prisons, tout se passe comme si la société confiait aux soins d'obscurs exécutants, le soin de s'occuper au moindre coût de ceux qui se trouvent en dehors du circuit productif: malades, population pénale. Par ailleurs, il est significatif que, dans le domaine hospitalier, les professeurs Milliez, Minkowski et Schwarzenberg aient tous trois estimé publiquement que les médecins portent une part de responsabilité dans le manque de communication avec les infirmières. Partout, on constate non seulement une demande d'amélioration des conditions de travail, mais aussi une aspiration à davantage d'écoute et de considération pour les efforts accomplis. En l'absence des «sans-grade», la machine économique ou administrative ne fonctionnerait pas - les conflits récents auront eu au moins le mérite de rappeler cette évidence un peu oubliée.

Cependant le mouvement qui semble s'amorcer peut être d'autant plus inquiétant que la crise du syndicalisme de ces dernières années a considérablement affaibli les organisations traditionnelles. Si la journée d'action de la CGT, le



■ Christine Ockrent, celle qui a provoqué la révolte des sans-grade.

27 septembre, n'a rencontré qu'un «succès» limité, la coordination des infirmières, née de l'incapacité des syndicats à s'implanter dans la profession, a marqué des points à partir de revendications précises. Si le mécontentement se généralisait, le rôle d'encadrement et de canalisation des revendications habituellement assuré par les syndicats risquerait de faire défaut. Il est des exemples qui ne sont pas si lointains, de conflits durs où les organisations ouvrières ont été surprises et débordées.

Le Premier ministre semble conscient du risque, qui écrit en préface des travaux prépara-

toires du Xème plan: «la première perspective que la société française doit donner à sa volonté collective est celle d'une cohésion sociale consolidée grâce à un mieux-être équitablement réparti». Le problème se pose d'autant plus, malgré la pression que constitue l'existence d'un chômage élevé, qu'une grande partie des entreprises du secteur privé ont vu, ces dernières années, leurs résultats s'améliorer sensi-



blement. S'il faut s'en féliciter pour l'économie nationale et les investissements, on ne peut empêcher que les plus défavorisés, qui ont toujours le plus à perdre dans une austérité qui les touche immédiatement, supportent d'autant plus mal la situation qui leur est faite. Un risque de dérapage existe donc.

Le problème du gouvernement consiste à remédier aux injustices sans donner l'impression qu'il ouvre la porte aux revendications qui pourraient surgir de toute part. C'est dire combien sa marge de manœuvre est étroite.

Alain SOLARI

Cartes

Malheureux banquiers

Après avoir vainement tenté de nous faire le coup des chèques payants, les banquiers ont récidivé avec la hausse des cartes de crédit. La manœuvre était tellement grosse que le ministre des Finances s'est fâché tout rouge: nul ne songe qu'en envoyant les argousins perquisitionner chez des gens en principe respectables, les premiers rapporteraient les preuves d'une entente entre les seconds; mais le coup avait valeur d'avertissement et celui-ci a été entendu... pour l'instant.

Il paraît que nos malheureux banquiers ont des fins de mois difficiles depuis qu'ils se sont aperçu que les paiements par carte, qu'ils se sont donné un mal fou à promouvoir (jusqu'à les mettre en place aux péages d'autoroutes !) leur coûtent plus que les économies réalisées par l'émission réduite de chèques.

Pourtant nul n'ignorait qu'il était impossible de rentabiliser une carte par ses seules fonctions de paiement (sans lui adjoindre un crédit qui est, lui, très rémunérateur). C'est fou ce que c'est distrait un banquier - pas au point, cependant, d'oublier de faire payer - ou de le tenter - la note de sa distraction par le client.

Et de pleurer d'envie devant ces veinards de banquiers allemands qui, chèques ou cartes, font payer toutes les opérations... mais rémunèrent (cela «on» oublie de le dire) les dépôts.

A propos, c'est la loi Debré qui, en 1967, a supprimé la rémunération des dépôts à vue et généralisé l'emploi des chèques par les particuliers. Aucun banquier n'a jamais protesté contre cette loi. Curieux...

P. CARINI

Cantoniales

Pas de panique !

Il faut bien sûr déplorer le faible taux de participation aux élections cantonales. Sans s'en inquiéter outre mesure.

Quand on vote trop, on ne vote plus, a déclaré M. Giscard d'Estaing au soir du second tour des cantonales. Certes. Mais l'analyse est un peu courte. Ce type d'élections n'entraîne jamais une forte mobilisation et, si la participation a été très faible cette année, ce n'est pas seulement la fréquence des consultations qui doit être mise en cause. Pourquoi ?

Quant aux leçons politiques des cantonales, elles doivent être tirées avec beaucoup de prudence. La majorité présidentielle progresse, le parti communiste se tasse doucement, la droite classique perd des sièges. Mais il faut souligner que les cantonales sont l'affaire de notables, élus plus pour leur personnalité que pour leur étiquette, ce qui disqualifie toute comparaison avec l'élection présidentielle, et tout



- d'abord parce que la décentralisation n'est pas encore assimilée par l'électorat. Nous gardons le souvenir d'un conseil général consultatif, sans prendre garde à ses importants pouvoirs en matière d'enseignement, d'infrastructures, d'aide aux entreprises locales... Il faut encore quelques années de patience, et de pédagogie, pour que les enjeux soient compris.

- d'autre part, le mode de désignation des conseillers généraux est désuet: conçu à une époque où la France était encore un pays rural, il a perdu beaucoup de sa signification pour les citoyens que nous sommes, pour la plupart, devenus. S'il n'est pas inutile de regrouper les élections, il faut aussi repenser le mode de désignation.

jugement sur la situation électorale du Front national - parti trop récent pour être un partenaire ou un adversaire sérieux dans ce type de consultation. De même, aucune prévision ne peut être induite quant au référendum du 6 novembre, et la droite est d'une singulière mauvaise foi quand elle demande le retrait ou le report de la consultation du 6 novembre: l'enjeu n'est manifestement pas le même.

Enfin, il faut se réjouir des déclarations de Pierre Mauroy rappelant, face au sectarisme du P.C., que le parti socialiste incluerait des «démocrates de progrès» sur ses listes de candidats aux municipales. Peu importe qu'on appelle cela ouverture ou rassemblement, puisque c'est la bonne voie.

Sylvie FERNOY

Limogeages

Pratiques ordinaires

Les remplacements en chaîne des PDG des grandes entreprises dépendant de l'Etat ne méritent certainement pas les cris d'orfraie qu'on entend ça et là. Il n'y a pas non plus de quoi se réjouir particulièrement.

A quoi servent les entreprises nationalisées ? Pour nous: à être le fer de lance de la politique économique du gouvernement. Dès lors il n'y a pas lieu de se scandaliser si de chauds partisans des privatisations, comme Jean Dromer, Jacques Friedman ou Jean-Maxime Lévêque, sont priés de laisser la place, quand cette idée est passée de mode. En maintenant des hommes résolument hostiles à sa politique, le gouvernement n'aurait-il pas fait preuve d'imprudence, sinon d'incohérence ? Ajoutons que si les compétences de M. Dromer n'ont pas été mises en causes, M. Friedman avait fait l'objet de dures critiques lors du crash d'un Airbus en juin dernier. Quant à M. Jean-Maxime Lévêque, n'était-il pas atteint par la limite d'âge ?

Il y a donc quelque chose d'indécent dans les émois du «microcosme», d'autant plus que les ténors de l'UDF, du RPR et du CDS n'ont pas vraiment de leçons à donner en ce qui concerne la «chasse aux sorcières» ou le «noyautage» des lieux de pouvoir para-étatiques.

Mais il faudrait maintenant savoir si les nominations de Jean Peyrelavade à la tête du GAN, de Jean-Haberer à la direction du Crédit Lyonnais, et celle de Bernard Attali à Air France correspondent réelle-

ment à une politique. Car, depuis de nombreuses années, et quels qu'aient été les gouvernements, le souci de placer les «petits copains» du Premier ministre, de garantir les carrières des amis a prédominé. Et, même dans le cas où des motifs moins troubles ont suscité des valse des chefs, bien souvent changer les hommes a semblé plus facile que de reconnaître qu'on avait globalement fait fausse route.

Maintenant, rêvons. On dit ça et là que la magie du rocardisme, après les années décisives de la cohabitation, doit permettre de définir un projet économique. On imagine que celui-ci pourrait susciter une adhésion qui lui permette de traverser les changements de gouvernements, voire les futures alternances politiques. Alors, peut-on espérer que les limogeages auxquels nous assistons ne sont pas, comme par le passé, révélateurs d'une impuissance, voire d'un mépris, vis-à-vis de la politique économique ?

Il sera malheureusement plus sage de dire que, s'il n'est pas temps de se scandaliser d'une façon outrancière, il n'y a malheureusement pas encore lieu de prendre nos rêves pour la réalité.

Annette DELRANK

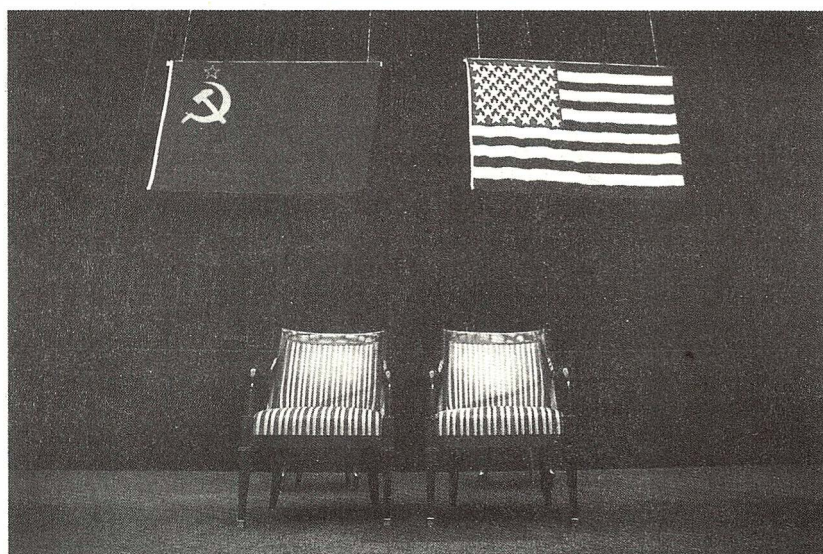
Questionnez, on vous répond !
Minitel : 3615 AGIR * NAR

Pax Onusia

L'homme de l'été a été le secrétaire général des Nations Unies, Perez de Cuellar. En plein mois d'août, il a réussi à imposer le cessez-le-feu dans le conflit Irak-Iran, à faire accepter son plan de règlement de la question du Sahara occidental, à faire revivre la résolution vieille de dix ans sur l'indépendance de la Namibie après le cessez-le-feu intervenu au sud angolais, tout en continuant de suivre les négociations intercommunautaires à Chypre et à imaginer d'intervenir au Cambodge. L'URSS lui fait crédit pour contrôler un retrait négocié d'Afghanistan et Reagan doit promettre de régler les dettes des Etats-Unis à l'égard de l'organisation, six cent millions de dollars qu'il a laissés s'accumuler lorsqu'il prétendait snober le machin et menaçait de s'en retirer (voir les Nations Unies sans les E-U, Royaliste, no 437). Le discours d'adieu que le président américain a prononcé le 26 septembre ressemble fort à une amende honorable tandis que celui du président Mitterrand fera date. L'Assemblée générale a beau prendre chaque année les allures d'un forum de bonnes intentions, l'action du secrétaire général a en quelques semaines transformé le regard que l'on pouvait avoir sur l'utilité de l'institution.

Certes, le secrétaire général s'appuie sur le Conseil de Sécurité et spécialement les cinq membres permanents disposant du droit de veto. L'URSS ne cherche plus à faire du moindre conflit régional un enjeu est-ouest et trouve son intérêt à se voir associée par ce biais au règlement des grandes questions du monde. C'est bien pourquoi Washington ne tient guère à voir les Nations-Unies patronner une conférence internationale sur le conflit israélo-

On doit se réjouir des succès de la médiation onusienne dans un certain nombre de conflits. Cependant la France doit maintenant prendre de nouveaux risques si elle ne veut pas voir sa position diplomatique amoindrie.



■ « Les deux grands s'entendent pour laisser faire le secrétaire général sur les sujets qui les embêtent ... »

arabe. Les deux Grands, et les trois moins grands dont la France, s'entendent volontiers à laisser faire le secrétaire général sur les sujets qui les embêtent, où ils pourraient se brûler les ailes.

On lui repasse le bébé. On vous soutient, disent-ils parce qu'ils refusent de s'ingérer dans le détail de la négociation. Parce qu'ils ont plus à perdre qu'à y gagner. Encore heureux quand on est un super-grand et qu'on est sûr de retrouver sa mise. Ce qui n'est pas le cas d'un pays comme la France.

Pour figurer honorablement sur la scène internationale, il nous faut nous engager plus avant que les super-grands, prendre des risques. Nous les avons pris. Quelle que soit la volonté d'équilibre que nous affichons et les efforts faits pour conserver des relations diplomatiques avec l'autre côté, nous

sommes perçus comme étant plus les amis de l'Irak que de l'Iran, du Maroc que de l'Algérie, de l'Angola que de l'Afrique du sud, pour ne prendre que les trois conflits portés devant l'ONU.

Les Etats-Unis par exemple n'ont toujours pas de relations diplomatiques ni avec l'Iran ni avec l'Angola. Cela ne les empêche pas de jouer au médiateur en Afrique australe où, tant en Angola qu'au Mozambique, toutes les attentes étaient tournées vers la France. On dira qu'il y a le problème de la présence cubaine. Pourquoi nous interdirions-nous de dire notre mot en Amérique centrale ? On dira aussi que nous sommes sans prise sur l'Afrique du sud et on aura raison. A Luanda et à Maputo, on n'est pas sans nous le reprocher. Nous sommes plus royalistes que le roi. Les pragmatiques qui

acceptent de souper avec le diable, ce sont eux. Nous nous sommes drapés dans une fausse dignité. Nous nous sommes surtout dit qu'il nous était impossible en tant que puissance moyenne de jouer et de gagner sur les deux tableaux. Résultat : nous sommes en danger de perdre sur tous les tableaux.

Les paix onusiennes sont en effet des paix grises, des paix de compromis ou il n'y a ni vainqueur ni vaincu, ou les avantages doivent être équilibrés. Ce ne sont pas des paix imposées, des pax romana ou americana, mais des paix consenties, parce qu'il n'y a pas de solution militaire. Cela signifie que c'est finalement l'agresseur qui s'en tire bien. Il n'a pas réussi à gagner sa guerre mais au moins il ne perdra pas la paix. C'est ce qui arrangeait l'URSS en Afghanistan. C'est ce qu'ont compris l'Iran, l'Afrique du sud et l'Algérie. Les plus embêtés aujourd'hui sont ceux qui croyaient avoir gagné : l'Irak, l'Angola, le Maroc. Tous des amis.

S'il y a des poignets à tordre dans l'intérêt de la paix mondiale, ce seront les leurs et nous pourrions difficilement jouer longtemps au sein du conseil de sécurité le rôle d'avocats du soi-disant plus fort. Bel exercice d'acrobatie diplomatique. Attention de ne pas tomber.

Yves LA MARCK

**Date à noter :
19 Novembre
colloque
«Célébrer
1789»**

Visage de la Pologne

Qu'est-ce que la résis

Au soleil de juillet dernier, sur le boulevard qui réunit entre elles les trois villes-sœurs de Gdansk, Sopot et Gdynia... Devant nous, du même pas de promenade, vont deux fonctionnaires de la milice, matraque à la ceinture et radio à la main, dans le bel uniforme bleu qui leur vaut le surnom de « glaise ». La glaise patrouille. Soudain, d'une file d'attente d'une station de taxi, jaillit une boule blanche, et va planter ses crocs mignons dans le mollet de l'un de ces mainteneurs d'ordre en exercice...

La mère du « pinscher » se précipite à temps pour soustraire à son fauve le jarret du second milicien, et le ramène en laisse, aboyant à reculons contre ses proies... Mais voici que des applaudissements s'élèvent, de gauche où l'on attend son taxi, mais aussi de droite où sur deux bancs, rentiers et ménagères goûtent le soleil entre deux courses alimentaires: « Bravo, le chien ! Brave chien, brave clébard ! » Et plusieurs badauds de venir se pencher sur l'animal, et de le caresser, et de féliciter sa maîtresse.

Les miliciens massent le mollet victime, constatent les accrocs du pantalon de service. Ils en sont encore là, hésitant sur la meilleure tactique à suivre pour restaurer un peu de leur dignité bafouée, quand un type ajoute, comme en conclusion: « T'est un bon chien, d'accord ! Mais quel dommage que tu sois si petit ! »

DES CHIENS TROP PETITS

A qui les observe d'ici, avec un pessimisme inconsciemment teinté de suffisance, les chiens polonais paraissent vraiment trop petits. Et même s'ils ont la foi qu'on leur re-

connaît volontiers, et la persévérance de hisser leur révolte en première page du monde de temps à autre, on est tenté d'y voir la enième performance médiatique d'un peuple qui a les meilleurs « public relations » de la planète: un Pape et un prix Nobel de la paix... Mais aucune personne politiquement informée en Occident ne peut croire qu'il suffira d'un chapelet... et d'une moustache, pour arracher au système communiste la grâce que demande la Pologne depuis deux siècles: sa liberté.

Pourtant, le même observateur voit la sérénité de sa conviction mise à rude épreuve si, s'étant rendu sur place, il ne peut éviter de buter à chaque pas sur les preuves évidentes que la Pologne résiste et que, quitte à se détruire elle-même parfois, elle ne se rend pas à l'histoire qu'on lui a faite. Parce qu'elle a la sienne.

Premier lieu où la déchiffrer, une église; et entre toutes les églises de Gdansk, Sainte Brigitte où va à la messe Lech Walesa. Les luttes des chantiers navals ont rendu célèbre cette grande nef de briques aux nervures éclatantes au fond de laquelle gravite comme un soleil la sphère éblouissante du tabernacle. Peu d'objets sacrés, mais tous projetés par des artistes, et forgés ou soudés ou fondus ou martelés par les mains qui carèment et lancent les navires sur la Baltique. Une impression de puissance perdue chez nous depuis le Moyen Age, puissance spirituelle entièrement traduite par une égale puissance technique, traduite catholiquement et sans peur, sans réserve, au plus haut niveau de savoir et du pouvoir technique, industriel: art spirituel de pointe. Empire restitué à l'Esprit créateur sur Sa Matière. Le sacré comme technologie avancée, comme force innovante, reléguant le profane

à son rang, comme moyen, subalterne, comme loisir entourant l'œuvre sainte et principale, comme commentaire autour de l'édition princeps, admissible, toléré, à condition qu'il reste à sa place et se conforme, de sa place, à ce qu'exige le Christ-Dieu. Et il exige ici le meilleur.

Le plus bel art, mais aussi la plus vraie vérité quant au monde, et en particulier quant à l'histoire polonaise. C'est pourquoi, sur ce mur, ce mémorial à Katyn où furent fauchés d'un coup les élites de l'armée na-



■ Eglise Ste Brigitte à Gdansk: la « éclatantes ».

Revenant d'une mission humanitaire en Pologne, Luc de Goustine nous livre quelques pages de ses carnets de voyage en ce pays qu'il aime passionnément. On y constatera dans ce numéro, et dans le suivant, que la passion, la foi et le lyrisme n'enlèvent rien à la lucidité de l'observateur politique.

tance ?

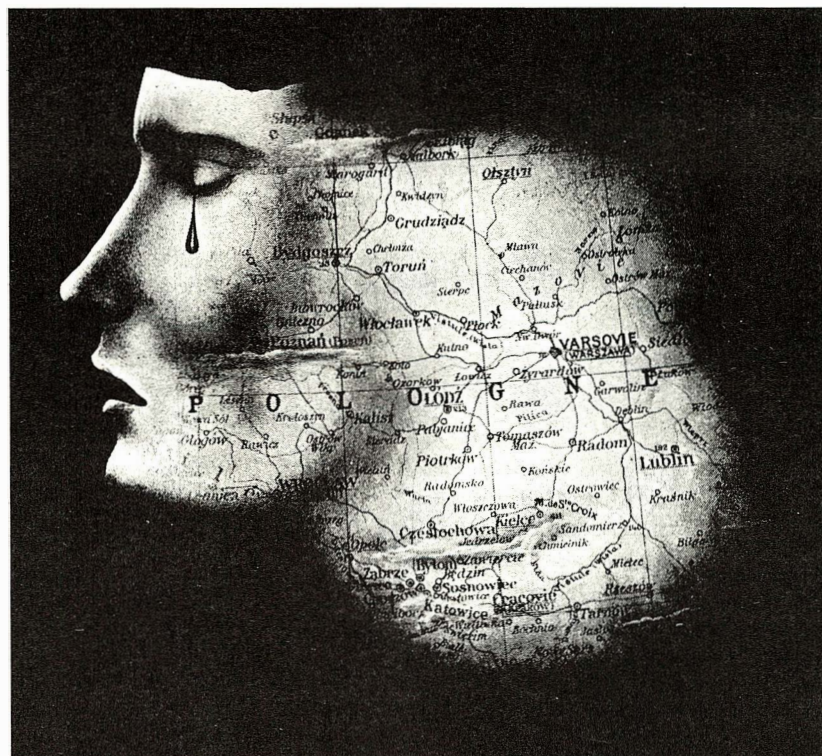
tionale polonaise par la grande faucille du voisin russe. Et la vérité officielle depuis lors voulait que les nazis aient commis ce massacre; or voici qu'elle se craquèle et que les hommes de la glasnost avouent, non pas le crime, mais le regret qu'ils en ressentent. Un pas de plus, et l'on aura retrouvé la clarté qui règne ici depuis des années sur ces événements: ici, dans cette église, où les choses sont dites, et dites pour être librement pleurées, et pardonnées. L'église est lieu de la mémoire ailleurs interdite ou fautive. L'Eglise on le savait bien, est anamnèse. Mémoire

universelle en Dieu.

Mais qui est dans ce coin, pelotonné sur lui-même, chétif, comme un qu'on a battu et qu'on va battre encore, comme un éternellement voué à être aux pieds du bourreau, de l'homme fortement botté, de l'homme fortement soutenu et épaulé par César, celui qui reçoit les coups; au ventre, à la tête, au ventre encore... Christ aux outrages... Qui t'a fichu celui-là ? Hein ? Et celui-ci ? Tu le répéteras ? Tu le diras en chaire, à tes ouailles ? Tu leur diras comment ça s'encaisse... ? Popielusko... Tout un procès pour savoir qu'il y a encore parmi nous, parmi la foule, ici-même, dans l'église, peut-être, des pieds capables d'écraser des âmes, des mains capables de matraquer des âmes, oui, des âmes, au-delà des corps martyrisés de toute la planète, ce qui est visé par eux, c'est l'au-delà, qui n'est ni écrasable ni matraquable, et qui ne laisse pour signe que cette forme coulée, lovée en bronze, sur un coin de marbre à nos pieds. La trace d'un prêtre, né, ordonné, consécrateur de Dieu à l'autel, puis consacré à Dieu sur la dure pierre, l'asphalte d'une route de campagne, un soir... La dépouille chétive à nos pieds de l'amour fraternel tué comme tel, et, l'on voudrait tant le croire, tué en lui comme en Christ, une fois pour toutes, une fois, et plus jamais. Ce qui est vrai. En Christ. Et n'est pas vrai en l'homme, pas encore vrai en nous. Pas encore vrai en Pologne.

En ce lieu de mémoire s'accomplit donc aussi le Memorial des chrétiens - auquel nous fûmes conviés comme hôtes étrangers, et comme témoins, par le prêtre lui-même, le Père Jankowski.

Qui parlait de Moyen Age ? La veille au soir, chez un ami, le Père était convié à un fameux



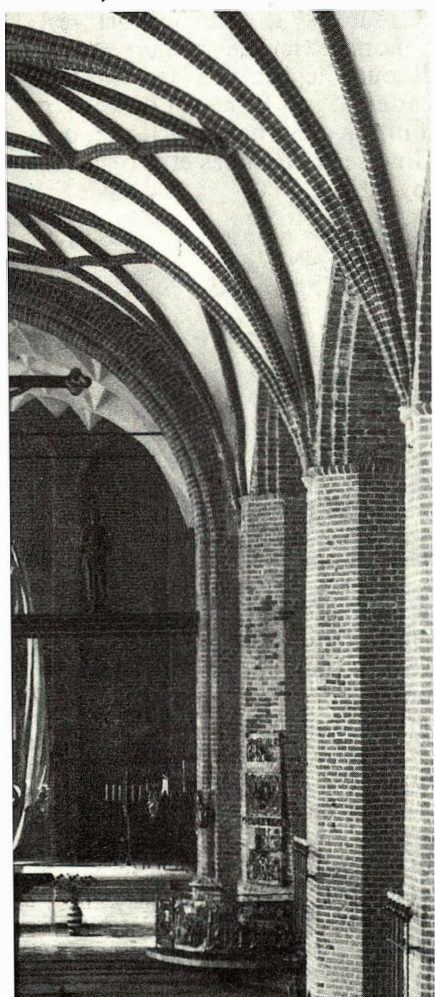
repas et y faisait honneur en moine de légende. Son chauffeur garde-du-corps, baraqué comme un ours, festoyait à sa gauche, et à sa droite, l'un des premiers lieutenants de Solidarité répondait aux questions d'un journaliste français en visite. Interview ou banquet ? Conférence de gueule présidée par ce monsignor à fantaisies princières, cet athlète de la fourchette et du goupillon ? Fines bouches occidentales ! Avez-vous compris que je fais son éloge ? Avez-vous compris que ce n'est pas « Laurent, serre ma haine avec ma discipline ! », et la mine de bureau, la main molle, l'haleine fade, et l'allure parfaitement normale, indécidable, modeste et tolérante qui font les bagarreurs dont l'Eglise a besoin quand ça barde et dont elle fait des saints quand Dieu veut. D'un Jankowski tout plein de bon Bordeaux roulant Mercédès, naît un Popielusko quand cela chante là-haut à Qui commande. Cela posé, nous fûmes donc, étrangers, conviés à Sainte-Brigitte ce Dimanche là.

En réalité, pris à témoin, érigés dans le chœur à deux pas de l'autel, proches à s'y brûler de l'astre eucharistique, en statues; érigés témoins de France, donc de l'Eglise et de la communauté universelle. Annoncés comme tels au débuts de la Messe, au moment où suivi de ses diacre et sous-diacre en

chasuble d'or - qu'on a vus, dans la cour passer parmi la foule en faisant de leur main le V de la victoire - Jankowski lui-même cousu d'or, revenu des grasses viandées de notre vigile, avance vers l'autel comme un empereur résipiscant. Sur la poitrine, il a, brodé de noir et rouge, le grand visage meurtri de la Reine de Pologne tel que les foules accourent vers lui à Jasna Gora. Jankowski disparaît dans sa chair derrière la Sainte Vierge; il monte en chaire; il n'est plus, la portant sur son grand cœur, qu'une bannière, et son visage puissant, sa voix forte, ne sont plus ses attributs personnels, mais pour tromper l'ennemi, le masque porte-voix à travers quoi s'infuse la Parole Sophique. A la foule dont les premiers rangs, femmes et jeunes, trébuchent jusque sur les marches du sanctuaires, il se présente, lui même iconostase. Et les cantiques de foi, tout mêlés des accents de la patrie souffrante, n'ont pas besoin d'incitation pour enfler l'air de leur houle sacrée, prendre à la gorge l'étranger que nous sommes - vrai témoin pour cette raison même que, ne comprenant pas, la véracité de ce peuple debout, chantant par sa blessure, nous étrangle.

(Fin première partie)

Luc de GOUSTINE



grande nef de briques aux nervures

Auguste Comte

Un maître oublié

Dans une lettre de 1893, Georges Sorel notait, non sans ironie, que « *nos contemporains se soucient fort peu d'Auguste Comte, de ses banquiers et de son sacerdoce* ». Aujourd'hui, le fondateur du positivisme ne semble guère remporter plus de succès. Cet oubli est-il une faute ?



C'est en tout cas ce que pensent les Editions de la Manufacture, qui viennent de consacrer au philosophe un gros ouvrage collectif sous le titre *Auguste Comte, qui êtes-vous ?*. Livre complet, où se juxtaposent en une parfaite clarté, biographie, bibliographie, exposé de la doctrine, situation et influence, sans oublier un charmant cahier de photographies, cet « Auguste Comte » permet en une seule lecture une approche globale du philosophe et de sa philosophie, et donne des indications précieuses à qui voudrait en savoir plus. Et ce n'est pas le moindre des plaisirs que d'y lire le dernier texte d'Edgar Faure. Dans son introduction, avec une érudition parfaitement maîtrisée, servie par le style brillant qu'on lui connaît, le « vieux briscard de la politique » - nous le regrettons déjà : sa fantaisie savante avait une autre allure que les platitudes technocratiques de nos énarques -, dresse un portrait brillant de la doctrine po-

sitiviste, non sans lui opposer quelques objections majeures. Ce texte seul suffirait à justifier le livre, mais tout le reste est à la hauteur.

Même si bien des éléments de la philosophie comtiste apparaissent très « datés », on pense notamment à la croyance en un progrès de l'humanité parfaitement repérable par une science ignorant encore le relativisme, un point ne cesse de titiller notre curiosité, celui de l'influence d'Auguste Comte à l'étranger. Il fut un des rares philosophes français à y avoir été lu et à y avoir suscité des disciples, une constatation suffisante pour se demander si, en philosophie, nous ne sommes pas allés chercher ailleurs, en Allemagne notamment, ce que nous avions sous la main, ajoutant à la complexité naturelle des problèmes celle de la traduction.

Patrick PIERRAN

S. de Acevedo, G. de Ficquelmont, A. Gérard, H. Goutier, L.-L. Grateloup, E. Lazinier, Jacques Muglioni, E. Faure : *Auguste Comte, qui êtes-vous ?* La Manufacture, 395 p. 81 F franco.

Trésors

Catéchisme royal

Le Musée du Luxembourg (1) présente « Trésors sacrés, trésors cachés », les plus fortes et les plus belles œuvres d'art des églises de Seine et Marne. Quatre d'entre elles nous parlent de la monarchie française.

Sculpté vers la fin du seizième siècle, un groupe en pierre (2) haut d'à peine plus d'un mètre nous intrigue par ce personnage couronné émergeant nu d'une cuve aux pieds d'un évêque monumental : c'est le baptême de Clovis, premier sacre et fondation de la monarchie française en l'an 496. Toute proche, une statue de même taille (2) nous présente aussi un roi couronné dont les vêtements liturgiques rappellent aussi le jour de son sacre, en 1226 : saint Louis.

Ce n'est pas seulement l'identité de style qui rapproche ces deux œuvres mais bien l'identité du visage royal : à ses deux personnages, le sculpteur a donné, selon le désir du donateur inconnu, les traits... d'Henri IV. Il fallait, vers 1595, démontrer que le protestant converti en la basilique St-Denis en 1593, sacré en la cathédrale de Chartres en 1594, était bien le successeur du premier sacré et du Saint. Il suffisait pour cela que Clovis et Louis IX portassent déjà le visage d'Henri IV : preuve irréfutable d'une hérédité spirituelle, manifestation de loyalisme au milieu des troubles de la Ligue, moderne propagande par image subliminale ? Le bon roi en sourit encore sous sa grande moustache...

Le baptême de Clovis inspire aussi ce tableau de Jean Senelle, donné à la paroisse de St-Rémy-la-Vanne par un moine-prieur, et daté de 1644. La composition, les couleurs, la lumière imposent « le principe religieux de la monarchie française » (3). C'est une œuvre moins sobre mais tout aussi démonstratrice que la peinture

d'Eugène de Tierceville commandée par Louis-Philippe en 1840 pour les paroissiens de Fontainebleau : saint Louis mourant transmet à Philippe III agenouillé les symboles du pouvoir royal et les « Enseignements » d'un père, sous le regard respectueux que le second fils pose sur le dauphin. Peinture dans le goût historique, voire archéologique, et de ce fait même politique : la démarche du petit-fils du donateur, le 5 août 1873, à Frohsdorf, est annoncée ici de même que le recours légitime à la branche cadette. A l'instar de notre lointain Béarnais, Orléans décline ses références et affirme sa loyauté.



Il n'est guère surprenant que le choix sévère de moins d'une centaine d'œuvres d'art dans nos églises d'Ile de France amène au jour quatre représentations royales. Mais il est intéressant de les voir s'attacher aux valeurs fondamentales de la monarchie française : la consécration, la continuité et, quand « Dieu le veut », la sainteté.

François BOURGUIGNON

(1) 19, rue de Vaugirard, jusqu'au 30 octobre.

(2) Provenant de l'Eglise St-Médard à Boutigny.

(3) Patrick Poupel dans la notice.

Liberté et laïcité

■ Gérard Leclerc



La polémique que Yannick Simbron, secrétaire général de la Fédération de l'Education Nationale vient d'ouvrir contre le cardinal Lustiger, à propos de l'introduction de la catéchèse dans le cadre de de l'école publique est bien caractéristique de la guerre franco-française qui s'est développée sur plusieurs siècles et que l'on croyait pourtant en voie d'apaisement. Il est vrai que l'Italie a vécu également quelques remous à ce sujet, mais le compromis que Bettino Craxi avait signé avec le Saint-Siège semble fournir un règlement définitif au contentieux. En France, la situation est différente, parce que l'idée d'un compromis entre l'Etat et l'Eglise paraît révolutionnaire. M. Simbron s'étrangle de fureur : « *La religion est une affaire privée, une affaire individuelle, pas une affaire d'Etat* ». Il est donc inconcevable que l'Eglise catholique soit reconnue « *comme une institution particulière de la République. Je dis qu'il y a là, à l'approche du bicentenaire de la Révolution française, un retour en arrière formidable* ».

Il faudrait préciser ce que M. Simbron entend par institution particulière. Cela fait penser au système du contrat social de Rousseau, où rien ne doit interférer entre les citoyens et l'Etat expression de la volonté générale. Mais précisément, toute l'évolution démocratique s'est faite à l'encontre de ce principe, pour faire droit à un pluralisme à l'image de la nation. Dans la plupart des pays européens, les rapports Eglises - Etat se règlent sans conflit et un cours de religion est proposé naturellement aux enfants des familles qui en font la demande. La séparation rigide qu'entend maintenir le courant laïque constitue une bizarrerie française, que M. Simbron justifie, par l'héritage de la Révolution de 1789.

En un sens, il n'a pas tort. La Révolution française est bien porteuse d'une guerre religieuse. Cette guerre a rebondi sous la III^{ème} République. Elle a abouti au régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais les choses ne sont pas si simples qu'on veut bien le dire. Emile Poulat, avec sa science et sa sagacité coutumières, a établi dans son dernier livre un dossier exhaustif de la question : « *Par rapport à l'Etat, à son chef, à son peuple, le catholicisme français a connu des situations historiques variées, allant de la seule religion du royaume à l'entière liberté pour tous. (...) Ainsi, dans nos esprits, l'alternance s'est-elle transformée en alternative, voilant une situation infiniment complexe, mais d'abord escamotant l'existence d'un tiers régime logiquement possible et juridiquement réel. Celui où se trouve qui ne tombe sous aucun des deux autres, que ce régime demeure inconnu l'aide à passer inaperçu* ».

Si l'on examine les choses de près, on s'aperçoit que les nécessités de la vie déterminent des accommodements de la part d'un système qui sinon serait intenable. Il y a d'abord l'exception des départements concordataires d'Alsace-Lorraine que le Pape visite ces jours-ci, auxquels on oublie d'ajouter la Guyane (en vertu d'une ordonnance royale du 27 août 1828 qui n'a jamais été abolie) et St-Pierre et Miquelon. Mais dans les autres départements, le statut des aumôniers militaires ou des aumôniers d'hôpitaux ou de prisons est réglé par l'administration publique. Comme remarque encore Emile Poulat, le régime de séparation peut très bien déboucher sur le concordat. Rien ne l'interdit sous notre régime juridique. Au demeurant, on discute entre Etat et Vatican, Etat et épiscopat : « *Le concordat est mort, place aux conventions ! Le cléricalisme est vaincu, place à l'apaisement !* ». Ce qui m'a toujours séduit dans les travaux d'Emile Poulat

c'est, outre leur extrême exigence scientifique, le sens de la complexité historique qu'ils entretiennent. Contre toute réduction idéologique, il en appelle sans cesse à la multiplicité des strates, aux contradictions de la vie, mais aussi aux antinomies qui se résolvent par les ruses et les péripéties. Ainsi dans ce dernier livre dont je ne puis décrire tout l'itinéraire (notamment à propos des tours et retours des droits de l'homme et de la liberté religieuse), son étude sur la laïcisation de la culture présente des aperçus neufs, toujours éclairants. Elle est d'autant plus importante qu'elle nous renseigne sur le socle où nous évoluons, socle qui se construit au fur et à mesure des évolutions et révolutions intellectuelles.

Les traditionalistes de ce point de vue ont quelques raisons de s'alarmer d'un changement de civilisation qui aurait été avalisé par l'Eglise, ces dernières décennies. Encore faut-il prendre la juste mesure des phénomènes : « *la laïcisation, ce n'est pas nécessairement l'extinction du religieux, l'oblitération de tout sens religieux : c'est d'abord cette révolution culturelle, cette profonde transformation des mentalités et des valeurs, l'installation dans un présent historique qui a effacé le passé antérieur et où le thème de la « liberté religieuse » remplace celui des « droits de Dieu et de l'Eglise », où l'horizon de la « civilisation chrétienne » s'efface devant « celui de l'humanité universelle »* ».

L'Eglise, tout en reconnaissant ce socle commun de civilisation, entend y poursuivre sa mission, avec les moyens adaptés. Le pluralisme est un fait irréductible contre lequel les traditionalistes ne peuvent que lancer des invectives avec autant de succès que s'ils labouraient la mer. Mais reconnaître un état de fait, ce n'est pas forcément tout avaliser. La question a changé de nature, lorsque l'Eglise catholique (notamment Vatican II) a reconnu qu'elle pourrait assumer son rôle en toute liberté dans un système de droit commun. Mais le système suppose l'ouverture réciproque de trois instances que Poulat met en rapport dans sa conclusion : « *Conscience, Eglise, Etat, aucun n'a les moyens de boucler sur lui-même dans son autosuffisance. Il leur arrive de s'allier à deux contre un quand l'un des trois termes se montre trop envahissant, oppressant ou menaçant. Au sein des sociétés humaines, entre la tyrannie et l'anarchie, la liberté est une voie étroite, une invention permanente, une œuvre fragile, mais aussi une force irrépressible. Le pluralisme des convictions ne se fonde pas sur leur relativité généralisée, mais sur cette triple ouverture* ».

La laïcité suppose donc que l'Etat accepte le dialogue avec les instances religieuses. Les Français en sont bien persuadés, puisqu'ils adhèrent massivement aux propositions du cardinal Lustiger (66% d'entre eux selon un sondage SOFRES-Figaro magazine). Reste à passer aux actes. Ce serait vraiment du courage de la part des autorités de l'Etat. Mais elles accompliraient ainsi un geste décisif dans l'évolution du pays. Ce ne serait pas un recul, comme le dit Yannick Simbron, mais une façon de régler dans la paix un contentieux que nous avons traîné assez longtemps. C'est aussi un enjeu de culture. Que des jeunes aujourd'hui aient perdu toute mémoire judéo-chrétienne, au point de méconnaître leurs classiques, est inacceptable à tout homme croyant ou non.

Gérard LECLERC

Emile Poulat, *Liberté et laïcité : la guerre des deux Frances et le principe de la modernité*, Cerf, prix franco : 145 F.

Passions

Tempêtes de bénitier

Publié avec le concours du C.N.L.
Cité

Comprendre l'Union Soviétique:

avec Alexandre ADLER



Comprendre l'Union Soviétique

Le N°19 de la revue «Cité» (72 pages) est consacré à un dossier sur le système Gorbatchev.

- Entretien avec Alexandre ADLER
- Une nouvelle étape dans le développement du totalitarisme ? (Martin HYBLER)
- Antigone en Russie (Luc de GOUSTINE)
- A la recherche de l'Histoire (Martin HYBLER)

Dans ce n° 19 on pourra lire de plus les articles suivants:

- Revue des revues sur l'Europe (B. LA RICHARDAIS)
- Economie: une solution pour les pays en voie de développement: le co-développement (Areski DAHMANI)
- Forum: Charles Maurras et Auguste Comte (Gérard LECLERC)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom

Adresse

☐ s'abonne pour 4 n° (125 F)

☐ commande le n° 19 (35 F)

Versements à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris

Deux «crachats» ont été «lancés à la face du monde chrétien». Une affaire de femme: est l'adaptation à l'écran d'un fait divers, par Claude Chabrol. La dernière tentation du Christ, de Martin Scorsese, est tiré du roman du même nom, de Nikos Kazantzakis, et dont la publication, à la fin des années cinquante, avait déjà provoqué bien des émois chez les catholiques.



En 1943, en France, Marie rend à d'autres femmes, et moyennant rétribution, de «petits services» qui leur permettront de dissimuler à leurs maris, prisonniers ou blessés, et à leur entourage, une vie privée pour le moins dissolue. Son petit commerce prospère. Cela permet à ses enfants de ne pas mourir de froid, de manger à leur faim et de loger de manière décente. Jusqu'au jour où elle est dénoncé et, contre toute attente, condamnée à mort... pour l'exemple.

Si cette condamnation paraît disproportionnée, c'est que dans le même temps, des crimes tout aussi abominables restent impunis. Qu'on ne se méprenne pas, il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de l'avortement ou du «système D» érigé en éthique. Certes les actes de Marie sont criminels, mais ce que cherche à montrer Chabrol, c'est que dans les périodes troubles, les sociétés ont toujours besoin de bouc-émissaire.

Comment ne pas compatir, dès lors, au désespoir de Marie qui, une fois condamnée à mort,

commence par réciter le «Je Vous salue Marie», et poursuit en ajoutant «pleine de m..., le fruit de vos entrailles est pourri». Cette réplique - d'ailleurs, soit dit en passant, connue de tous les anciens enfants de chœur - est ici destinée à montrer le désarroi dans lequel se trouve l'héroïne du film. A ceux qui ont été scandalisés il faut dire que la réplique est justifiée par le sujet, la situation et le personnage. Malgré la vulgarité du propos, cette parole n'est pas placée gratuitement dans la bouche de Marie. Il est donc vraiment exagéré de parler de blasphème.

Contrairement à Une affaire de femme, qui une fois lavé du soupçon que faisait peser sur lui les mauvaises langues, demeurera un des meilleurs films de Chabrol, La dernière tentation du Christ ne mérite pas qu'on s'y attarde. En effet, après avoir vu le film, on peut s'étonner des polémiques qu'il a suscitées. Le personnage central du film de Scorsese est un babacool comme on en faisait dans

Deux films récents ont, chacun à des degrés divers, scandalisé les milieux religieux, qui y ont vu des blasphèmes. Pour Nicolas Palumbo, il n'y a vraiment pas de quoi fouetter un chat. On nous pardonnera de rappeler ici, avec une prudence que certains jugeront sûrement exagérée, et cela sans désavouer en rien notre chroniqueur Cinéma habituel, que la page «Images» est un lieu de libre jugement, qui n'engage pas la N.A.R. en tant que mouvement politique. C'est évident pour tous ? Alors tant mieux.

La rédaction en chef

les années 70 qui, suivi par une bande de «zozos» comme lui, part pour Katmandou. Il faut vraiment avoir de l'imagination, ou l'esprit tordu, pour voir dans cet individu couard l'incarnation cinématographique du Christ.

Où est alors le blasphème ? Au nom de quoi peut-on empêcher un cinéaste de raconter l'histoire d'un quidam se prénommant Jésus ? Le tort de Scorsese est de ne pas avoir affublé son personnage d'un prénom plus banal.

Il reste que ce film est d'une nullité accablante. Comment le Cardinal Lustiger et Monseigneur Decourtray ont-ils pu - pour couper l'herbe sous le pied des intégristes - en parler avant de l'avoir vu ? On était en droit d'attendre, de la part d'hommes d'Eglise de cette stature, un peu de modération. Apparemment le trouble causé par la sédition de Mgr Lefebvre, est tel, au sein de l'Episcopat français qu'on a préféré sacrifier au rite du bouc-émissaire, et désigner Scorsese à la vindicte populaire.

Accessoirement, le tollé général soulevé par ce film laisse entière la question de la représentation du Christ. Faut-il détruire certains tableaux du «Quattrocento», qui osent montrer le Christ dans le plus simple appareil ?

Nicolas PALUMBO

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 12 octobre** - En France aujourd'hui, plus d'un habitant sur trois a une ascendance étrangère. L'histoire de cette importante immigration, qui ne date pas d'hier, était peu connue. Gérard NOIRIEL qui enseigne à l'Ecole normale supérieure, vient de combler cette lacune avec son livre «Le creuset français, histoire de l'immigration» qu'il viendra nous présenter.

● **Mercredi 19 octobre** - «Le désordre, éloge du mouvement» est le titre un peu surprenant du dernier ouvrage de Georges BALANDIER. Poursuivant sa réflexion sur les sociétés, le sociologue étudie comment elles réagissent aux perturbations et aux crises et tentent de transformer le désordre en processus créateur. Un livre optimiste en ces temps tourmentés et incertains Nous en débattons avec lui.

● **Mercredi 26 octobre et mercredi 2 novembre** - Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

● **Mercredi 9 novembre** - La majorité des pays européens vit en monarchie et les faits et gestes des monarques étrangers font la «une» de nos journaux. Dans «L'Europe des rois» qu'il vient de publier, Stéphane BERN qui a été rédacteur en chef de «Dynastie», tire de l'étude de ces monarchies vivantes des enseignements pour la France d'aujourd'hui. Un sujet qui ne peut manquer de passionner les royalistes français.

● **Mercredi 16 novembre** - Responsable du service documentation de l'Institut National d'Etudes démographiques, Emmanuel TODD était particulièrement bien placé pour étudier les bouleversements de la société française actuelle. C'est ce qu'il vient de faire dans un ouvrage passionnant et novateur «La nouvelle France» où il montre que ce «séisme»

Propagande

Faire connaître votre journal

Le meilleur outil dont nous disposons pour populariser et faire connaître les idées royalistes est encore notre journal. Nos énergies doivent se mobiliser autour de sa diffusion.

Vous n'êtes pas assez connu ! C'est autour de ce leitmotiv que tournent aussi bien le courrier que nous recevons que les questions et remarques qui nous parviennent par notre service minitel. Et c'est vrai ! Pour de nombreuses gens, le royalisme est encore chargé de clichés et d'images négatives provenant d'un passé lointain. Or nous disposons d'un outil efficace pour les dissiper : notre bimensuel «Royaliste». Il est dommage que nous ne l'utilisions pas d'une manière plus systématique.

Certes nous faisons, depuis le siège, de nombreux envois de spécimens mais cela est nettement insuffisant et nous avons besoin de l'aide de tous nos lec-

teurs pour intensifier cette propagande.

Pour cela nous vous proposons deux moyens d'action :

- Vous nous donnez les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés et nous leur enverrons le journal pendant trois mois à titre d'essai.

- Vous souscrivez un «abonnement-invendus» (71 F) et nous vous envoyons tous les quinze jours, pendant six mois, cinq exemplaires du journal à charge pour vous de les diffuser judicieusement.

Ce petit effort que nous vous demandons est à la portée de tous et son résultat est garanti. A vous de jouer !

Yvan AUMONT

toucher notre pays en profondeur et dans tous les domaines. Il nous expliquera aussi que persistent des valeurs fondamentales qui permettront à la France de demeurer elle-même.

COLLOQUE

Avant d'aborder l'année du bicentenaire de la Révolution les royalistes ont voulu apporter leur pierre à la réflexion nécessaire sur cette période importante de notre histoire. C'est l'objet du colloque que nous organisons, à Paris le **Samedi 19 novembre** sur le thème général de «Célébrer 1789». Ce colloque se déroulera en deux parties : la première, le matin qui rassemblera des historiens, tentera de répondre à la question «Qu'est-ce que 1789 ?», la seconde, l'après midi, avec des hommes politiques, sur l'interrogation : «Que retenir de 1789 ?».

REFERENDUM

La N.A.R. a décidé de répondre par un OUI sans réserve au référendum du 6 novembre sur la Nouvelle Calédonie et d'engager le mouvement activement dans la campagne. Un matériel de propagande adapté a été imprimé qui est à la disposition de nos lecteurs.

AUTOCOLLANTS - De format 5 x 10 cm, impression noire sur fond jaune.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 500 ex.: 106 F.

AFFICHES - De format 40 x 60 cm, impression bleue sur fond blanc.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 56 F - 100 ex.: 80 F - 200 ex.: 40 F - 300 ex.: 190 F - 500 ex.: 250 F.

MARSEILLE

Bertrand Renouvin sera présent à Marseille le samedi 15 octobre. A cette occasion une réunion avec les sympathisants et les lecteurs est prévue. Tous renseignements en téléphonant au journal (1)42.97.42.57. Nos amis des Bouches-du-Rhône voulant prendre contact avec notre délégation départementale peuvent le faire en écrivant à ROYALISTE, B.P. 2103, Marseille cedex 01.

TOULOUSE

Le samedi 21 octobre, Bertrand Renouvin sera à Toulouse, une réunion des sympathisants est prévue à 18 h. Tous renseignements pratiques peuvent être obtenus auprès du délégué départemental Serge Canredon au 61.47.30.89.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir : Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom:

Prénom:

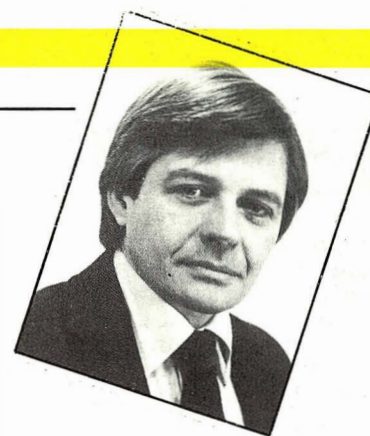
Date de naissance:

Profession:

Adresse:

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris



« Royaliste » :

numéro 500 !

Cinq cents numéros... C'est un chiffre qui mérite d'être souligné, surtout en une période qui n'est pas favorable à la presse dite d'opinion. Mais évitons les rétrospectives attendries et les apologies en forme de bilan. Nous sommes en marche, sans beaucoup de temps pour nous retourner, ce qui ne nous empêche pas de garder la mémoire de nos amis disparus, Michel Giraud et Arnaud Fabre, qui ont fait ce journal pendant des années particulièrement difficiles. De nous, ils attendaient, ils attendent, que nous menions le projet jusqu'à son terme, dans la fidélité à son intention première. Alors, continuons.

Pourquoi faire ? Aucune nécessité ne nous pousse, mais des exigences qui surprennent encore, et de deux manières au moins. D'une part, nous sommes royalistes, ce qui paraît être un projet hors du temps, ou contre le temps. D'autre part, nous sommes résolument engagés dans les débats de notre époque. Comme on nous comprendrait mieux si nous choissions ! Mais, justement, le projet de notre journal est de ruiner cette fausse alternative en montrant que la monarchie est une institution de notre temps, et que les royalistes seraient inconséquents s'ils se réfugiaient dans l'abstraction. D'où notre volonté, parfois jugée sacrilège, de briser les vieilles dogmatiques pour retrouver (non pour accaparer...) la tradition vivante telle que l'incarne le comte de Paris.

OU SOMMES-NOUS ?

Être dans le temps selon une tradition vivante implique que le royaliste soit pleinement citoyen - et non plus un triste émigré de l'intérieur. Contre la stratégie de la tension, de la violence et de l'exclusion, si contraire aux principes de la monarchie, nous nous voulons fidèles, hic et nunc, aux soucis d'unité, de justice et de liberté hors desquels notre engagement serait inutile ou pervers. Contre le cynisme ambiant, nous voulons montrer que ces mots, employés dans tant de discours contraires, ont toujours une signification qui engage concrètement. C'est pourquoi nous ne cesserons de refuser :

- de concevoir la politique comme un pur rapport de forces, puisqu'elle n'a d'autre enjeu que l'existence de la justice.

- de nous plier à la prétendue morale de l'efficacité, qui détruit d'ailleurs ceux qui la pratiquent comme en l'a vu pour certain candidat à la présidence.

- d'accepter que l'Etat et la société soient soumis à la loi de l'argent, sous couvert d'une hypothétique rationalité économique.

Telle est notre « ligne ». Elle ne suit pas les frontières tracées entre les camps, mais qu'importe ou plutôt tant mieux. A force de dire nos soucis principaux et de rappeler la logique rigoureuse de nos engagements, on cessera bientôt de nous coller une étiquette, de droite selon le cliché habituel, de gauche selon telle attitude proche de celle des socialistes, pour nous placer dans la seule catégorie qui nous convienne : celle de la tradition royaliste, aisément repérable dans notre histoire, et toujours présente.

A QUOI SERVONS-NOUS ?

Cette présence ne vaut pas pour les seuls royalistes soucieux de fidélité créatrice. C'est un des succès de notre journal que d'avoir nombre de lecteurs qui ne partagent pas sa conviction fondamentale. Preuve s'il en est qu'il est possible d'être engagé sans entrer dans une logique d'exclusion, et que notre choix institutionnel ne nous empêche pas, au contraire, de développer des thèmes d'intérêt commun. La modestie de nos moyens et notre faible écho médiatique ne nous facilitent pas la tâche, mais ne sauraient nous décourager de chercher à faire œuvre utile - au moins sur quatre points :

- en approfondissant la question du pouvoir politique, dans sa théorie et dans sa pratique.

- en luttant contre la séparation dangereuse qui s'est faite entre la réflexion et l'action politiques.

- en donnant la parole à celles et ceux qui sont en mesure de recréer et d'enrichir le débat démocratique, dans tous les domaines qui intéressent la vie de la cité.

- en favorisant, par ce dialogue per-

manent et par nos propositions, les nouveaux projets qui sont indispensables à notre pays.

Quant à ces projets, quant à la réflexion qui doit les inspirer, il y a extrême urgence. Trop longtemps, la fraction réputée moderniste de la classe dirigeante a raillé « l'intellectualisme » et les « utopies » de ceux qui tentaient d'exprimer un souci politique vrai. D'un côté comme de l'autre, la gestion conservatrice a placé la fameuse société civile devant un vide que la droite a voulu masquer sous une défroque idéologique (le « libéralisme ») et qu'une partie de la gauche aimerait recouvrir, l'année du bicentenaire, d'un voile mythologique. Il faut prendre garde. Ni la réussite du Premier ministre en Nouvelle-Calédonie, ni un référendum réussi (nous ferons tout pour qu'il le soit), ni le label socialiste - même teinté de rocardisme - ne protégeront le gouvernement des mouvements de révoltes pour la justice et la dignité.

On aurait tort de regarder le malaise qui s'exprime aujourd'hui comme une simple addition de revendications corporatives. A la radio et à la télévision, dans les hôpitaux, chez les gardiens de prison, c'est la question des conditions de travail et de vie qui est posée par celles et ceux que Bruno Frappat, dans « Le Monde », nomme les « soutiers » de notre société. Mais on a laissé pourrir la grève dans le service public de l'audiovisuel et dans les prisons, et M. Evin, expert en société civile, n'a pas daigné recevoir la coordination des infirmières lors de leur manifestation de septembre !

Il y a quelques mois, j'avais montré qu'il y avait aujourd'hui encore plus de raisons de se révolter qu'en 1968 et que, face à des situations intolérables, le gouvernement ne pourrait se contenter d'une simple gestion. Hier hypothétique, la question de la révolte est devenue d'une pleine actualité. Il est temps que le gouvernement et la haute administration se rendent compte que le consensus politique est artificiel, puisqu'il n'est que la conséquence de la défaite de la droite, et que le consensus social est inexistant. Il est urgent de ne plus attendre.

Bertrand RENOUVIN